

FONCTION PUBLIQUE = SERVICE PUBLIC !

POUR LA DÉFENSE DES STATUTS ET LA RÉPONSE AUX BESOINS, TOUTES ET TOUS DANS L'ACTION LE 29 NOVEMBRE

L'acharnement gouvernemental sur toutes les composantes de l'action publique, celles de l'Etat, des collectivités territoriales, de la Santé et de l'Action Sociale et plus largement de la Sécurité Sociale se traduit par une politique volontaire d'asphyxie et d'étranglement budgétaire.

Alors que nombre d'économistes reconnaît aujourd'hui que nos services publics à la

française ont joué un rôle réel d'amortisseur à la crise de 2008 pour les populations les plus fragiles, le gouvernement en place poursuit son travail de sape au nom des directives européennes sur les dépenses publiques. Il mine les investissements et les dépenses pourtant nécessaires à la satisfaction des besoins les plus fondamentaux.

Cette destruction des services publics de plein exercice et de proximité sur l'ensemble du territoire national s'opère au travers de fusions, regroupements, fermetures.

Tout cela sur fond de réduction des dépenses par des suppressions massives d'emplois, de départs non remplacés et de privatisation des missions rendues les plus rentables, et ce, au détriment tant de la qualité que des principes d'égalité d'accès pour l'ensemble des usagers.

Cette politique est dans le même temps désastreuse pour les personnels qui sont confrontés à une dégradation grandissante de leurs conditions de vie et de travail du fait de la suppression massive d'emplois et de la surcharge de travail qui en découle.

C'est aussi dans de nombreux secteurs, la précarisation constante des emplois qui permet aux directions de remettre en cause le statut de fonctionnaire, les droits et garanties collectives et le code du travail.

Et tout cela s'accompagne d'une politique salariale désastreuse en terme d'augmentation du point d'indice et d'une stratégie de mise en concurrence des personnels par des dispositifs de « salaire au mérite », comme le Parcours Personnel Carrière et Rémunération (PPCR) ou le Régime Indemnitaires tenant compte des Fonctions des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP).

Dans la santé, outre la baisse des prestations rendues au public et des remboursements, Marisol Touraine vient de créer les GHT (Groupement Hospitaliers Territoire). Ils ont pour vocation première de favoriser un projet médical unique entre les établissements avec un seul qui sera « responsable ». Les établissements qui ne rempliront pas leurs obligations verront leur financement tout simplement supprimé.

Autant de reculs pour l'accès de toutes et tous aux soins !

Pour les personnels, le GHT favorisera le transfert d'activité avec de fait la mise à disposition des personnels et donc une mobilité accrue avec des conditions de travail dégradées.

Dans l'éducation, sans surprise, les promesses d'Hollande notamment la création de postes statutaires en nombre suffisant n'auront pas été tenues.



Les classes sont toujours surchargées, les chefs d'établissement voient leur pouvoir accru par la hausse de l'autonomie des établissements induite par les dernières réformes, les missions s'alourdissent pour les personnels... bref, **ici aussi les conditions de travail sont en berne, et l'accès à une éducation de qualité pour l'ensemble des élèves est mis en cause.**

A l'Inspection du travail, ce sont les lois Rebsamen-Macron-El Khomri qui modifient les missions impactent les personnels et réduisent l'accès aux renseignements pour les salariés.

Dans la territoriale, les lois de régionalisation, NOTRe, modifient amplement les conditions d'exercice des agents. Au prétexte de baisse de budget (malgré de fortes hausses des impôts locaux), les administrations locales se désengagent de la politique sociale et privatisent même des services. Par exemple, le Conseil Départemental sous-traite une partie de l'entretien de certains collèges à des sociétés privées, au grand dam des usagers (personnels et élèves).

On le voit, la casse des services publics se fait autant au détriment des agents que des usagers.

Dans ce contexte, l'intervention des personnels est la condition incontournable pour imposer d'autres choix !

Au plan national, un appel unitaire des organisations syndicales CGT, FAFP, FSU, Solidaires appellent à une journée de mobilisation et d'expression des revendications

le mardi 29 novembre 2016.

Nos organisations CGT : fédération des secteurs publics, de la santé et action sociale, et l'Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires, appellent les personnels de toutes les professions de la fonction publique sur l'ensemble des territoires à se mobiliser **le mardi 29 novembre** et d'en faire une journée nationale d'expression de leurs revendications par :

- l'élaboration de cahiers revendicatifs,
- l'interpellation et des demandes d'audiences auprès des hiérarchies locales,
- la distribution de tracts aux usagers,
- des rassemblements les plus nombreux possibles.

Ensemble, faisons du mardi 29 novembre 2016 en Loir & Cher une journée de mobilisation pour :

- ✓ la défense et le développement des services publics,
- ✓ des mesures immédiates pour l'augmentation des salaires et des mesures de rattrapage des pertes depuis 2010,
- ✓ la fin des restructurations et des créations d'emplois,
- ✓ l'arrêt de la réforme territoriale et la reconquête de services publics de plein exercice et de proximité sur l'ensemble du territoire,
- ✓ la réduction du temps de travail à 32 heures,
- ✓ le renforcement des droits, des statuts et des garanties collectives,
- ✓ une reconnaissance des qualifications, de la pénibilité et le droit à la formation professionnelle,
- ✓ une protection sociale de qualité pour toutes et tous,
- ✓ des lois de finances et de financement de la sécurité sociale à la hauteur des besoins rompant avec les logiques d'austérité.

En Loir et Cher, une rencontre est programmée le mardi 29 novembre à 14H00 avec les syndicats concernés pour tenir une conférence de presse le même jour à 16H00.

**A l'appui des nombreuses actions en cours,
faisons ensemble du 29 novembre 2016,
une nouvelle étape du processus de lutte !**